

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITÉ
14, rue Drouot (Paris 9^e)
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir
5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

RÉDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2^e)
Téléph. : CENTRAL 80-63

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

DIRECTEUR :
Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction
14, rue Drouot, Paris (9^e)

Faut-il supprimer des Ministres? L'Autre Guerre

Les victoires de MM. Bienvenu-Martin, Sembat et Thomson, « riz-pain-sel » de la République

Nous avons vu hier quel labour incommode et plus pacifique de nos ministères : à la Justice.
Si l'on en croyait M. Peytral, ce département devrait être rattaché au Travail et à l'Intérieur. Le président de la Commission sénatoriale des finances estime que ce serait assez d'un seul homme pour commander l'armée des agents administratifs, aux bataillons de magistrats, pour veiller sur le monde du travail qu'il particulièrement bouleversé la tourmente, pour préparer le retour à la vie du pays et toutes les réformes qu'attend, que réclame, qu'exige notre démocratie.

Nous savons maintenant à quelles tâches s'adonne M. Bienvenu-Martin, ministre du Travail, d'autre occupation que de relire le « Droit à la presse », ou de rectifier les normes stupides de M. Gabriel Hanotaux, qui fut — autrefois — historien réputé.

L'armée de l'arrière
Le ministre du Travail a toujours eu, quel qu'il fut, fort mauvaise réputation. Il n'en est que plus intéressant de noter quels efforts furent nécessaires pour obtenir, de la guerre, de très heureux résultats.

Pour M. Bienvenu-Martin, il ne s'agit pas de rien moins que de réorganiser l'armée de l'arrière, l'armée des civils, et de faire que rien ne vienne l'empêcher de tenir jusqu'au bout, elle aussi.

Facile, le problème ? Vous voudriez voir l'examen de l'ensemble des services de l'Intérieur, du Travail dans un pays où l'on ne travaille plus. Tout est arrêté — et cependant, il faut songer, non seulement à l'œuvre continuée de vie, mais encore à l'œuvre de guerre.

En octobre 1914, en janvier, en avril, en juillet 1915, il faut, à la demande du ministre de la Guerre, enquêter sur les matières premières existant dans le pays, sur les unités utilisables, sur les possibilités de production de différentes catégories d'objets nécessaires à l'industrie militaire. — enquêtes nécessitant une grande activité de tous les services du ministère.

Puis il faut procurer aux producteurs les facilités qui leur manquent, faciliter par mille moyens la reprise des affaires, faire jaillir une vie nouvelle des centres industriels en léthargie.

Quelques économies
Dès août 1914, M. Bienvenu-Martin s'est préoccupé de la création d'un fonds national de chômage. Mais si venir en aide à l'ouvrier sans travail est bien, le mettre à même de gagner sa vie et celle des siens est assurément mieux. Ce furent les inspections de travail qui réalisèrent la maintenance de différentes catégories d'objets nécessaires à l'industrie militaire. — enquêtes nécessitant une grande activité de tous les services du ministère.

Les chiffres marquent éloquentement les résultats obtenus. En octobre 1914, il y avait à Paris, 293.824 chômeurs ; il n'y en avait plus que 107.050 en août 1915. Ce qui signifie qu'il sortait des caisses de l'État pour les secours de chômage, en octobre 1914, 4.749.640 francs, et en août 1915, 1.119.383 francs. Soit, rien que pour une quinzaine, une différence de 2.812.657 francs. Et M. Peytral qui parle de faire des économies !

L'autre Croix Rouge
Est-ce tout, cette fois ? Pas encore. L'armée de l'arrière a aussi ses invalides à soigner, ses blessés à panser. On sait quelle place les œuvres de mutualité ont prises, ces dernières années, dans le pays. Il fallait, malgré les vides causés par la mobilisation, assurer le fonctionnement régulier.

Les Caisses d'épargne purent éviter les coups, tout en rendant d'immenses services. Les réfugiés recouvrent leurs droits sans difficulté aucune, malgré les complications des comptes.

De même pour les retraites ouvrières. Sur leur demande, les réfugiés ont obtenu la liquidation de leur retraite. Les assurés des régions envahies peuvent toucher leur pension dans la localité où ils se sont fixés. Il citerai encore pour mémoire qu'il fut procédé à la mise en application de la loi de 1914 sur les retraites des ouvriers mineurs.

Tout cela représente un labour bien pénible, des résultats certains. Ne serait-ce pas les plus précieux, que de perdre tous ces services parmi les services déjà si importants de l'Intérieur et de la Justice ?

Nos lecteurs pourront en juger, avant même que le Sénat se prononce, sur la proposition dont il est saisi.

Les occupations de M. Sembat
Je me suis permis de parler longuement du ministère du Travail parce qu'il est l'un des plus décriés. M. Peytral entend centraliser, de son effort, de montrer, sans plus, les résultats acquis par l'actuelle décentralisation.

Ce qui est vrai — ou faux — pour M. Bienvenu-Martin l'est aussi pour M. Sembat. On n'a pas moins à faire aux Travaux publics qu'au Travail.

Le ministre des Chemins de fer, c'est comme un trait d'union entre le pays et l'armée. Contient de soldats, de munitions, de vivres, fait transporter des points les plus divers, l'imagination la plus vive

L'IMMORTELLE SERBIE

Les affaires des Alliés vont un peu mieux. L'heure de crier victoire n'est pas encore venue, mais elle pourrait bientôt sonner.

Nous nous gardons bien, pour le moment, de rechercher les conséquences des opérations engagées. Il nous faut, pour ce faire, attendre de nouveaux détails et connaître surtout, l'importance des effectifs envoyés en Serbie.

Nous devons, quant à présent, nous en tenir aux faits suivants :
L'offensive austro-allemande est arrêtée au sud du Danube, moins par le mauvais état du sol et du temps que par la résistance désespérée des Serbes.

Sur le front est, l'avance bulgare est elle-même extrêmement ralentie, nettement enrayée sur certains secteurs.

La jonction des détachements français est maintenant accomplie et l'armée bulgare attaquée de flanc.

Tels sont les événements à la constatation desquels nous devons nous tenir aujourd'hui.

Il n'est pas douteux que dans la situation présente, les Alliés puissent sauver la Serbie et battre la Bulgarie, si les effectifs indispensables sont rapidement mis en ligne.

La situation diplomatique, elle-même, paraît s'acheminer vers une solution favorable.

En quelques jours le problème balkanique se présentera sous un jour nouveau et avec une netteté suffisante pour nous permettre d'interroger l'avenir.

R. Lecomte-Pathé.

La flotte alliée bombarde les côtes bulgares

Pétrograd, 24 octobre. — Communiqué de l'état-major général de la marine :
Le 21 octobre, dans l'après-midi, une escadre de navires français, anglais et le croiseur russe Askold ont bombardé les côtes bulgares, prenant pour but de leur tir les postes d'observation pour batteries installés au port de Dedeagatch.

Ces tirs paraissent avoir causé de gros dégâts dans les dépôts de munitions, magasins militaires et autres.

La gare et le pont du chemin de fer ont été également bombardés.

L'ennemi n'a pas riposté à notre feu.

Le même jour, un détachement de la flotte alliée, dirigé par le commandant du croiseur russe Askold, a bombardé les dépôts du port de Lagos.

Nous sommes allés à San-Francisco, à Casablanca, et ce furent deux victoires de l'industrie française.

Nos consuls, nos agents consulaires, ne cessent pas de nous signaler de tous les coins du globe, les articles d'importation austro-germaniques pouvant être remplacés par nous. Ces renseignements sont immédiatement transmis aux Chambres de Commerce. Ainsi, malgré les prohibitions de sortie nécessaires pour parer à la contrebande de guerre, le commerce français a repris peu à peu sa place dans le monde.

Pour avoir du pain
Le ministre du Commerce eut une autre tâche à remplir — une tâche sacrée. Il fallait éviter « le pain cher ».

L'augmentation du prix du blé, du change, mille difficultés de tout ordre, l'accaparement peut-être aussi, avaient fait monter le prix du blé dans des proportions inacceptables. C'est à M. Thomson qu'incombait la tâche d'exécuter la décision du gouvernement qui nous a sauvés du pain cher : l'achat par l'État des quantités de blé nécessaires au pays.

Ainsi, dans un délai de huit jours, il fut possible de donner satisfaction à toutes les demandes des préfets, des maires, des chambres de commerce. Chaque jour, ce furent près de mille wagons de blé qui partirent de certains de nos ports.

Partout l'accaparement a été combattu par des moyens analogues, ou même simplement par la menace de la réquisition.

Ce sont les Chambres de Commerce encore qui, avec des fonds avancés par l'État, ont pu assurer le ravitaillement civil.

Ce fut au ministère du Commerce qu'incombait le soin de préparer le moratorium des échéances des loyers, des banques.

Tout cela paraît peut-être peu de choses. Mais c'est tout de même grâce à tous ces efforts que la France a vécu.

C'est grâce à eux aussi qu'il nous sera possible de profiter de la victoire. Car il semble bien qu'au ministère du Commerce on se soucie beaucoup des « menaces de paix » dont parlait Tristan Bernard.

Et M. Thomson entend être prêt.

Il nous faudra revenir, un jour prochain, sur cette question qui bientôt dominera toutes les autres. La lutte pour la vie des peuples est de tous les temps, de tous les jours, et les Allemands nous ont appris ce qu'il en coûte dans la bataille économique comme dans la bataille militaire, de se laisser surprendre par l'ennemi.

J. G.

La Réaction en Grande-Bretagne La Crise Anglaise

Comment la presse française, pour n'entendre qu'un son, nous renseigne mal sur l'Angleterre

(De notre envoyé spécial.)
Londres, 25 octobre. — La politique balkanique a été en Angleterre, comme en France, le prétexte apparent des attaques contre le gouvernement.

Sir Edward Grey principalement a été en butte aux pires calomnies. Je ne les rapporte pas ici. L'opinion publique a eu vite fait de comprendre que ces attaques visaient plus l'homme de parti — le radical — que le ministre.

Sir Edward Grey a d'ailleurs une réputation universelle, et il ne compte d'ennemis que dans les pays avec lesquels nous sommes en guerre. Sa démission serait beaucoup plus grave qu'on ne le peut penser, et elle ne manquerait pas d'avoir un retentissement énorme, d'autant plus que sir Edward Grey ne peut pas, comme M. Delcassé par exemple, quitter le ministère sans emmener à sa suite M. Asquith, ce qui signifierait la chute du cabinet.

Comment nous sommes renseignés
Si nous avons fait cette enquête sur la situation ministérielle anglaise et démasqué ainsi, à la suite des organes libéraux anglais, le Daily Chronicle en particulier, les mensonges de Lord Northcliffe, c'est que nous avons pensé qu'il fallait rassurer l'opinion publique française.

Nous sommes déjà assez portés, par notre nature combative, à nous associer à toutes les attaques qui peuvent être dirigées contre un gouvernement, quel qu'il soit, sans encore nous laisser aller à prêter l'oreille à des propos qui sont dénués de tout fondement.

Et c'est malheureusement le côté regrettable de nos grands quotidiens d'information, qu'ils reçoivent leurs nouvelles politiques de sources tendancieuses et intéressées.

Je n'en veux pour preuve que l'information publiée par le Matin de mercredi dernier, annonçant la démission de sir Edward Carson.

On pouvait lire, en effet, dans le grand organe parisien que :

Cette perte ne peut manquer d'affaiblir le ministère de M. Asquith au moment même où l'on annonce qu'une grande discussion va être ouverte devant le Parlement au sujet de l'action diplomatique de l'Angleterre en Orient. Le débat sera certainement ardent.

Georges Bazille.

Philippe et Ferdinand

Personne ne veut plus connaître le roi de Bulgarie.

Le moindre prince ou principauté s'empresse de dire :
— Moi ? Mais je ne le connais pas, ce sale type, ce renégat, ce traître, ce parjure.

Des gens qui ne savaient même pas s'il régnait aux Balkans ou dans l'Amérique centrale, tentent à proclamer :
— Je romps, vous savez ! Je romps !

Le seul qui signifie cette rupture avec quelques raisons et quelque dignité, ce fut le duc de Montpensier.

Le frère de Philippe d'Orléans donna congé au bandit de Sofia en une lettre dont nous devons bien reconnaître la crânerie. Nous n'éprouvons pas de grandes sympathies pour la funeste famille d'Orléans. Il nous faut confesser cependant que le billet de Montpensier à Ferdinand a valu au frère du Prétendant bien des sympathies. C'était net, clair, — et brutal. Le duc de Montpensier, nous le savons, a reçu des félicitations innombrables — qui venaient de tous les coins de France.

Ce que voyant, Philippe d'Orléans, le Roy de l'Action Française et de Delysia, s'est dit :
— Il faut que j'y aille de ma lettre, moi aussi. Sans cela, mon cadet va me « griller » ma popularité.

Et ce gros homme accoucha de la lettre que vous connaissez, lettre composée d'une suite de bassesses louches et gâchées, au milieu desquelles surgissait, symbolique, le coffre-fort de Montpensier.

La lettre de Philippe a valu à Montpensier autant de sympathies que sa propre lettre. Et l'on comprend que le duc d'Orléans se soit ému et alarmé et ait fait à son frère des reproches amers.

Il ne seront rois ni l'un ni l'autre, pas même en Bulgarie, pas même en Albanie. Mais s'il en fallait un en France, si nous avions, par nos péchés, mérité de retomber en monarchie, soyez persuadés que c'est à Montpensier que l'on penserait, bien plutôt qu'au gros Philippe.

Mais il y a un autre bougre, dans cette charmante famille si unie, qui, tirant dans les pattes de son roy, cherche à se faire une popularité, afin de s'assurer, le cas échéant, des titres à la couronne de France. C'est le duc de Vendôme. Peu confiant dans le prestige de son nom, ce prince signe depuis quelque

temps : « duc de Vendôme et d'Alençon ». Il essaye ainsi de tirer à lui le respect qu'avaient valu à son père, le duc d'Alençon, dans les milieux cafardeux, sa bigoterie et ses saintes momeries. Il tient une cour à Neuilly. Il intrigue. Il manœuvre.

Mais, pour une fois, il a manqué le coche. En n'adressant pas, lui aussi, un poullet à son Ferdinand, il a raté une belle occasion de faire parler de lui à son avantage.

Il nous devait cette rupture plus que tout autre. L'autre mois, en effet, il était allé en Bulgarie ; il déclarait en partant :
— Vous allez voir ce que vous allez voir ! La Bulgarie ne marche pas encore avec les Alliés ? C'est la faute des diplomates de la République qui sont des ânes. Laissez-moi faire. Je vais arranger tout ça... »

Il partit. Il arriva à Sofia. Il vit Ferdinand. Il causa avec ce tsar.
Quelques temps après, la Bulgarie s'alliait à l'Allemagne.

Ah ! c'est bien utile d'avoir une famille princière, alliée aux familles régnautes de l'Europe entière, qui consent à s'occuper de vos affaires ! Vendôme, voilà un argument vivant en faveur de la monarchie...

Pour atténuer les effets de cet échec, le duc de Vendôme et de Neuilly aurait dû, lui aussi, écrire à Ferdinand. Il ne l'a pas fait. Il oppose ainsi un démenti aux propos que ses agents, moyennant quelques louis, tenaient sur son compte, par ordre.

Par son abstention trop prudente, il s'affirme encore plus Orléans que Philippe.

Ah ! s'il n'y avait pas le juste Montpensier pour sauver cette Sodome.

Georges CLAIRES.

Notre Jeunesse

Nous apprenons avec émotion la glorieuse fin du sous-lieutenant Emile Dreyfus, du 3^e d'artillerie, qui vient de succomber à la suite de ses blessures.

C'était le fils de M. Mathieu Dreyfus, le neveu, par conséquent du commandant Alfred Dreyfus, dont le nom a rempli l'histoire des dernières années du dix-neuvième siècle. Non seulement ce jeune homme, âgé de vingt-quatre ans, a trouvé au front une mort dont ses parents peuvent être fiers, mais il s'était brillamment distingué au cours de la campagne puisqu'il avait successivement reçu, en témoignages de sa vaillance, la croix de guerre et celle de la Légion d'honneur.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES
En Champagne nos troupes ont remporté hier un important succès.

L'ennemi conservait, en avant de sa deuxième position, un saillant très fortement organisé qui avait résisté à nos précédentes attaques. Ce saillant comportait, dans sa partie sud-ouest, sur les pentes au nord de la cote 100, et deux kilomètres au nord de Mesnil-les-Hauts, un très important ouvrage appelé « La Courtine », que nous venons d'enlever de haute lutte.

Cet ouvrage comprenait, sur une étendue d'environ deux cents mètres et une profondeur moyenne de deux cent cinquante mètres, trois ou quatre lignes de tranchées réunies par des tunnels souterrains et par des boueux organisés défensivement.

Malgré la valeur du système fortifié et l'acharnement montré par les défenseurs nos troupes ont réussi, après une vigoureuse préparation par l'artillerie et à la suite de violents combats, à l'occuper entièrement en fin de journée.

L'ennemi, dont les pertes sont sérieuses, a laissé entre nos mains deux cents prisonniers appartenant à trois régiments différents.

Pas d'action importante sur le reste du front.

Bourse de Paris

L'ensemble de la cote est très calme, les cours se bornent à se retrouver aux environs de leur précédent niveau.

Fonds d'État : Français 3 0/0, 66,40 ; 3 1/2 0/0, 91,50 — Extérieure, 87 — Italien, 73,25.

Actions diverses : Union parisienne, 555 — Crédit Foncier, 625 — Banque du Mexique, 450 — Lyon, 1.000. — Nord de l'Espagne, 388 — Métro, 445 — Monaco, 2.260 ; 115, 650

La Guerre qui tuera la Guerre

par H.-G. WELLS

Le volume du grand romancier anglais H. G. Wells, qui traduit notre collaboration et ami Georges Bazille, et dont nous donnons un extrait sagitté dernier, paraît aujourd'hui.

Dans cet ouvrage, H.-G. Wells, de même qu'il avait prévu dans ses « Anticipations » et ses ouvrages antérieurs, émet sur la paix future, des prévisions que tout le monde doit connaître et dont le bon sens pratiqué autorise la réalisation.

Son projet d'un congrès du monde pour le maintien de la paix universelle, est certainement, de toutes les idées émises à ce sujet, celle qui retiendra le plus l'attention lorsqu'après la guerre — cette guerre — la guerre — les peuples réclameront une paix stable et définitive.

Cet ouvrage restera comme un document des plus intéressants de la période de troubles que nous traversons actuellement. Il est un des rares livres où l'on trouve à chaque page des idées neuves, originales et sensées.

Nous le recommandons vivement à nos lecteurs et les engageons à le tenir dès aujourd'hui chez leur libraire.

Censuriers

Une interpellation aura lieu au Sénat à leur sujet
M. Henry Bérenger, sénateur, vient de faire parvenir à M. le président du Sénat et à M. le président du conseil des ministres une lettre les informant qu'il a déposé « une demande d'interpellation relative aux abus de pouvoir commis par le gouvernement dans l'application de la loi du 5 août 1914 sur les indisciplines de presse en matière militaire et diplomatique ».

